



JUIN 2024

N° 5

LA LETTRE D'INFORMATION VOSGES NATURE ENVIRONNEMENT



LOA (Loi d'Orientation Agricole) - La FNSEA veut-elle faire la loi (LOA) ?

Ce sujet a généré au sein de VNE un coup de cœur pour un coup de gueule sur les projets d'amendement. Au sein des nombreux courriels que nous recevons, est apparu un texte d'une Occitane - qui a souhaité que l'on ne cite pas son nom - au sein duquel se mêlent connaissances et émotions. Il s'appuie, entre autres, sur le cahier des amendements que la FNSEA (Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles) souhaite apporter au projet de la LOA. Nous souhaitons en partager, ici, quelques extraits avec vous, l'intégralité étant lisible sur notre site : <https://www.vne88.fr/>.



Comme la FNSEA a l'habitude qu'on lui lâche tout, pourquoi se contiendrait-elle ? Qui paie la réparation des routes quand elle y a fait brûler ses gros pneus ? Etat des lieux :

La FNSEA est créée en 1946. Rapidement, dans une cogestion avec l'Etat, elle "modernise" l'agriculture en modifiant les structures. Les petites structures familiales en polyculture-élevage se réduisent. Au profit des monocultures dans des structures qui s'agrandissent, avec arrachage des haies, drainage des terres, rectification des cours d'eau, fossés profonds pour recueillir l'eau des

drains, effacements des terrasses et disparition des alignements d'arbres champêtres qui pouvaient servir à alimenter le bétail (trognes).

La Révolution Verte s'installe progressivement. Les semences sont privatisées. Obligation d'acheter des semences chaque année. Interdiction de vendre des produits issus de semences paysannes. Les paysans n'en sont plus : ce sont des exploitants au service de l'Industrie Agricole et Alimentaire (IAA), et chacun se sert au passage...sauf l'agriculteur !

Le labour et les pesticides sont scientifiquement reconnus responsables de la destruction des sols, et par voie de conséquence de la pénurie d'eau. Car le rôle des sols vivants dans la phase terrestre du cycle de l'eau est justement d'infiltrer et de retenir l'eau, ce qui permet d'obtenir à bon compte de l'eau de qualité en quantité. En continuant dans une politique d'offre d'eau d'irrigation, le politique freine la transition agroécologique, et maintient les agriculteurs dans une situation de dépendance extrême à l'eau, aux pesticides, engrais de synthèse et faible revenu brut d'exploitation, alors que d'autres solutions existent, auxquelles le politique ne fait pas appel : comprendre et respecter le fonctionnement de la vie terrestre, dont les sols vivants sont une composante majeure au même titre que les océans, dans la régulation des énergies, du climat et de la sécurité alimentaire.

Le dessein de la FNSEA n'est pas de sauver l'agriculture ni de sauver les agriculteurs. Elle est intégralement au service de la finance, elle est le faux-nez de l'IAA et autres instituts aux mains des puissances d'argent : comme le puissant machinisme agricole, les semences, les engrais de synthèse, les pesticides, herbicides, fongicides, etc. Ou le système bancaire du Crédit Agricole, les assureurs, et tous ceux qui gravitent autour de la production primaire agricole, sans prendre aucun risques (les risques sont tous pris par l'agriculteur pris entre le marteau et l'enclume). Il ne faut pas se méprendre : la FNSEA n'a que faire des agriculteurs. Si ce n'est pour recevoir leur vote afin de continuer à siéger à la place de choix qu'elle occupe.

Le rôle attendu des chambres consulaires d'agriculture est de promouvoir et agir pour la souveraineté alimentaire du pays. Or, au bout de 75 ans, la FNSEA a détruit les paysages, la biodiversité, détruit la qualité de l'eau (la quasi-intégralité des masses d'eau est polluée, même les nappes souterraines, voire profondes, par les pollutions diffuses agricoles), ce qui est un drame.

Tous les sols agricoles de France sont dégradés. Et, de facto, ils dégradent la qualité de l'eau. La FNSEA ne fait rien pour ralentir l'eau et prolonger son temps de résidence dans les sols. Elle ne s'engage nulle part, et jamais : ni dans les PTGE (Projet de Territoire pour la Gestion de l'Eau). Ni dans les commissions de l'eau. Elle sacrifie les agriculteurs victimes de ces méthodes culturales contre nature, et dont on sait aujourd'hui qu'elles sont à l'origine des pénuries d'eau. Mais, comme un rouleau compresseur, elle utilise la misère des éleveurs et agriculteurs, sans montrer l'exemple, et sans expliquer au monde agricole que le monde change : comprendre la nature et le fonctionnement des écosystèmes pour s'appuyer dessus, pour travailler avec la nature, et ainsi réduire les coûts et les intrants, et renouer avec un métier d'avenir. La FNSEA ne fait pas ce travail. La FNSEA ne transmet pas les découvertes scientifiques qui réduisent la dépendance et augmentent l'autonomie dans les fermes, pour augmenter le revenu final.

Il serait nécessaire pour l'évaluation de connaître le montant des sommes d'argent que les chambres d'agriculture encaissent, et pour quel résultat ?

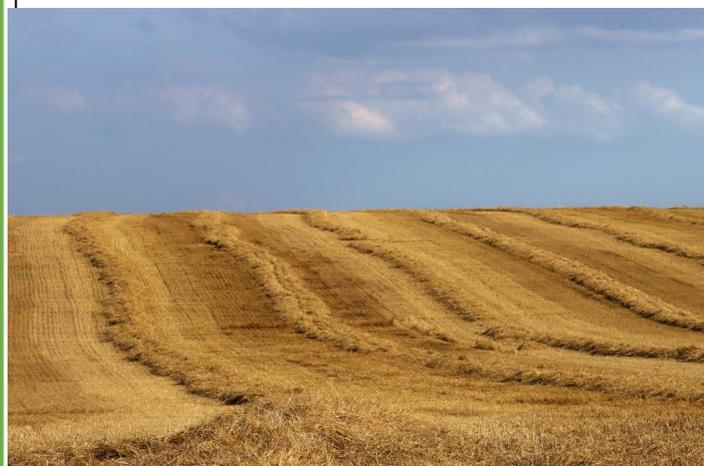
Si les modalités de votation dans les chambres d'agriculture (qui auront lieu en janvier 2025) sont inchangées, c'est la FNSEA qui remportera les chambres d'agriculture, et il n'y aura toujours pas adéquation entre le projet de l'agriculture pour la France (= transition agroécologique) et celui de la FNSEA.



« Définir nos politiques en faveur du renouvellement de générations au regard de la souveraineté alimentaire de la France » : Titre 1 des amendements de la FNSEA au projet de la LOA. Réactions.

* Souveraineté alimentaire : c'est faux, puisque nous exportons du Cognac, du blé et du maïs, et que nous importons l'alimentation vivrière de fruits et légumes : nous ne sommes absolument pas souverains d'un point de vue alimentaire.

* Une agriculture qui a bouleversé le cycle de l'eau : par le labour, la rectification des cours d'eau ruraux, le drainage généralisé, et aussi le drainage des zones humides (ZH) (Zones humides), fossés drainants, destruction des petits chevelus en tête de bassin, effacement de cours d'eau pour éviter les bandes enherbées, l'arrachage des haies, l'effacement des terrasses. Modification de l'hydrologie naturelle de l'eau responsable d'une accélération de la vidange des cours d'eau .



* Intérêt général majeur : demander de réviser le droit de l'eau du code de l'environnement pour placer l'agriculture comme "intérêt général majeur", c'est carrément se fiche du monde, alors qu'il est aujourd'hui reconnu que l'agriculture industrielle est responsable de tant d'exter-

nalités négatives qu'on n'arrive pas à toutes les inventorier : pollutions diffuses agricoles herbicides et nitrates : de 28 à 35 % des émissions de gaz à effet de serre, donc responsable du réchauffement climatique) - de la perte de vie dans les sols - destruction de la biodiversité, par l'usage de pesticides, comme les néonicotinoïdes responsables de la destruction des pollinisateurs, dont les abeilles, et semences enrobées détruisant les microorganismes du sol - perte de biodiversité par la destruction des haies, en tant qu'habitats pour la faune et la flore.

Coup de cœur - Coup de gueule (suite et fin.)

* Perte de fertilité et de biodiversité dans les sols par l'usage de semences F1 (graines hybrides non reproductibles), qui dégradent les sols d'année en année (car c'est la plante qui fait le sol et le sol qui fait la plante). Ce sont des semences dont les plantes ont des interactions amoindries avec les bactéries et micro-organismes des sols ; ce qui appauvrit la biodiversité dans les sols.



* Dans le monde entier, des agriculteurs pratiquant les principes de la révolution verte se sont suicidés ou sont au bord du suicide, et n'arrivent pas à faire vivre leur famille par leur travail. A noter : ceux de la FNSEA qui siègent dans les instances reçoivent pour ce faire un SMIC mensuel...payé sur argent public ! Les places sont bonnes alors ils s'expriment, sinon ils sont remplacés !

* Où est l'intérêt général majeur quand : l'eau coûte de plus en plus cher en traitement ? La totalité de la population est victime dans sa santé, avec des maladies neurodégénératives et métaboliques en progression exponentielle ? Les fermes s'agrandissent et réduisent les capacités d'adaptation de l'agriculture et promeuvent la concentration ? ...

Le problème c'est que l'agriculture est au croisement de tant d'enjeux que très peu de personnes en perçoivent la complexité. C'est la raison pour laquelle la grande majorité des élus, députés et Sénateurs, s'abandonnent à la demande de la FNSEA.

Ce qu'il faudrait, entre autres, pour notre agriculture :

- Une véritable protection de la nature et de l'environnement qui fait partie du droit de protection des citoyens.

- Dans les commissions SAFER (Société d'aménagement foncier et d'établissement rural), ne plus voter pour l'agrandissement et l'intégration industrielle de l'agriculture mais pour l'installation d'un jeune ou d'un NIMA (personne non issue du milieu agricole).

- Rappeler que le défi du climat n'est pas l'affaire de la FNSEA puisqu'elle continue comme hier. Un exemple : elle exige juste qu'on lui apporte de l'eau, sans apporter de sa part une quelconque contrepartie.

- La politique agricole commune (PAC), c'est 80% de l'argent qui va à 20 % des agriculteurs, qui sont des agriculteurs industriels. Alors, la PAC ne devrait pas être assise sur les surfaces exploitées mais sur le nombre de paysans sur la ferme.

Nous contacter

Nous écrire

vne88@laposte.net

Nous rejoindre

Nous suivre

Actualité, événements,

dossiers en cours,...

<https://www.vne88.fr/>

